

Guinée équatoriale/Au lendemain de l'annonce d'une "amnistie totale" par le président Obiang Nguema

L'opposition attend des actes

AFP
Malabo/Guinée équatoriale

Le président ne semblait pas hier avoir totalement convaincu de la sincérité et de la crédibilité de son initiative.



Photo : AFP

Pour l'opposition, le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo doit donner des gages solides après son annonce d'une "amnistie totale" des prisonniers politiques.

L'OPPOSITION en Guinée équatoriale a accueilli hier avec prudence l'annonce d'une "amnistie totale" pour les prisonniers politiques et opposants par le président Teodoro Obiang Nguema, attendant maintenant des actes. Gabriel Nse Obiang, chef de Citoyens pour l'innovation (CI), principal parti d'opposition à Malabo, a déclaré à l'AFP qu'il attendait d'ici à "demain ou samedi la libération" des prisonniers politiques annoncée la veille par le président Obiang Nguema. Affirmant qu'il accordait "beaucoup de valeur" au décret présidentiel, il a encouragé le chef de l'Etat à poursuivre "dans cette voie" de l'ouverture, mais a souhaité que l'amnistie soit "vraie" et non "un piège". Il attend donc que son parti, dissous en février, soit "automatiquement restauré". "Dans ce cas, nous sommes prêts à aller

au dialogue" national prévu mi-juillet, a-t-il ajouté. M. Nse Obiang a appelé les opposants de la diaspora à rentrer "pour que nous tous dialoguions" avec le régime de Malabo. Dans un décret lu mercredi à la télévision, le président Obiang Nguema, 76 ans, qui dirige sans partage son pays depuis 1979, a accordé "l'amnistie totale à tous les citoyens condamnés par les tribunaux (...) pour des délits politiques dans l'exercice de leur activité, purgeant ou non leur peine". Cette amnistie s'étend à toute personne "privée de liberté ou empêchée d'exercer son droit politique dans le pays". Si elle est appliquée rapidement, cette mesure spectaculaire devrait se traduire par la libération de 21 militants de CI, condamnés en février à plus de 30 ans de prison, notamment pour "sédition".

Ce parti, légalisé en 2014 à l'issue d'un précédent dialogue national, a été dissous quatre ans plus tard, en même temps qu'étaient condamnés ses partisans à la suite d'incidents à Aconibé (sud-est). L'objectif affiché de l'amnistie est, selon le président Obiang Nguema, de "permettre une large participation de tous les acteurs politiques" à un dialogue national prévu du 16 au 21 juillet. Il s'engage à garantir "liberté" et "sécurité" à tous les participants à ce dialogue, auquel ont été conviés et seront présents, pour la première fois, la société civile, l'Eglise et la communauté internationale. **RETOUR DE SEVERO MOTO ?** L'amnistie était l'une des principales conditions posées par l'opposition de l'intérieur et de la diaspora pour prendre part à ce dialogue national, le sixième sous la présidence Obiang.

De la sincérité et de la crédibilité de l'annonce du président Obiang dépendra aussi la réponse que lui apportera Severo Moto Nsa, 74 ans, chef d'un gouvernement en exil réfugié en Espagne depuis près de 40 ans. Il a été condamné par contumace à Malabo à plus de 160 ans de prison pour participation présumée à des tentatives de coups d'Etat en 1997 et 2004. Un retour à Malabo de celui qui, en 2004, avait accusé Obiang d'être un "satrape sanguinaire, cannibale et voleur" qui dévore les testicules et le cerveau de ses opposants, serait historique. Selon un diplomate européen d'Afrique centrale, le dialogue lancé par le président Obiang est "un jeu de dupes, tout le monde le sait". "Pour un vrai dialogue (...), il faudrait des élections vraiment libres", affirme ce diplomate. Le Parti démocratique de Guinée équatoriale (PDGE, au pouvoir) a remporté 99 des 100 sièges au Parlement lors des dernières législatives, en novembre. CI n'a eu qu'un seul député élu, en prison depuis décembre, sans charge contre lui.

Royaume-Uni/Après un nouvel empoisonnement au Novitchok

Londres demande à Moscou de s'expliquer

AFP
Salisbury/Royaume-Uni

Il s'agit en effet du même agent innervant que celui utilisé quatre mois plus tôt contre un ex-espion russe et sa fille.

LONDRES a sommé hier la Russie de s'expliquer après l'empoisonnement d'un couple de Britanniques, exposés au même agent innervant que celui utilisé quatre mois plus tôt contre un ex-espion russe et sa fille, suscitant des inquiétudes dans la population locale. "Il est maintenant temps que l'Etat russe explique exactement ce qui s'est passé", a déclaré le ministre de l'Intérieur, Sajid Javid, au Parlement à l'issue d'une réunion d'urgence de l'exécutif. "Il est totalement inacceptable que nos citoyens soient des cibles délibérées ou accidentelles ou qu'on déverse du poison dans nos rues, nos parcs, nos villes", a-t-il ajouté. Le Royaume-Uni a alerté l'Organisation pour l'interdiction des armes chi-

miques (OIAC), selon un porte-parole de Downing Street. Les deux Britanniques, un homme de 45 ans et une femme de 44 ans, ont été pris en charge dans un état critique samedi à Amesbury (sud-ouest de l'Angleterre), une petite ville située à une douzaine de kilomètres de Salisbury où Sergueï Skripal et Ioulia Skripal avaient été empoisonnés début mars au Novitchok, un agent neurotoxique de conception soviétique. **MOSCOU N'A "PAS D'INFORMATIONS"** Londres avait pointé du doigt la Russie, qui a nié toute implication, engendrant une grave crise diplomatique entre Moscou et les Occidentaux. Les Skripals étaient finalement sortis d'affaire après plusieurs semaines d'un lourd traitement médical. Moscou s'est défendu hier en disant ne pas avoir "d'informations sur la substance utilisée". Le Kremlin s'est dit "très préoccupé" par "l'utilisation répétée de telles substances en Europe". "Nous appelons les forces de



Photo : AFP

Le ministre britannique de l'Intérieur Sajid Javid : "Il est temps que l'Etat russe explique exactement ce qui s'est passé". Mais Moscou assure n'avoir d'informations sur la substance utilisée.

l'ordre britanniques à ne pas céder aux sales jeux politiques commencés par certaines forces à Londres", a déclaré Maria Zakharova, porte-parole de la diplomatie russe. "Le gouvernement de Theresa May et ses représentants auront à s'excuser", a-t-elle ajouté. Jeudi, la police s'activait pour déterminer comment le couple de Britanniques a pu être exposé au même agent innervant que celui utilisé contre les Skripals. "Ce sera aux scientifiques de déterminer s'il vient du

même lot", a expliqué le chef du contre-terrorisme britannique, Neil Basu. Il a souligné qu'il n'y avait "aucune preuve" suggérant que ces nouvelles victimes "étaient visées d'une quelconque manière". "Notre solide hypothèse de travail est que le couple est entré en contact avec l'agent neurotoxique dans un endroit différent" des sites décontaminés après l'empoisonnement de Sergueï et Ioulia Skripal, a dit le ministre de l'Intérieur, Sajid Javid, devant les députés. Selon une source gouvernementale, "une des hypothèses envisagées est que l'un des deux a ramassé le contenant utilisé pour stocker l'agent neurotoxique utilisé contre les Skripals. Le Novitchok aurait été étalé sur la porte d'entrée des Russes et aurait pu être jeté à un autre endroit." La Première ministre Theresa May a assuré que la police allait "remuer ciel et terre" pour éclaircir ce nouveau cas d'empoisonnement, qu'elle a qualifié d'"extrêmement inquiétant".

Du Sortir... Restaurants

RESTAURANT LE JARDIN D'OKALA

OUVERT TOUS LES JOURS 24h/24

NOMAD SUITES RESIDENCE
info@nomadlibreville.com
05 40 77 17 / 05 65 24 17

BUFFET MIX GRILL
25000 FCFA / PERSONNE

TOUS LES DIMANCHES A PARTIR DE 12H

AFTER WORK
LE PADOUK Lounge Bar

DU LUNDI AU VENDREDI A NOTRE ESPACE PISCINE

DE 17H A 20H

KARAOKE BBQ NIGHT

TOUS LES 1ERS VENDREDIS DE CHAQUE MOIS DE 19H A 22H

Election Miss CASINO CROISSETTE 5ème Edition

3 Millions à gagner en espèces et une pluie de cadeaux!

2ème selection de 3 candidates JEUDI 12 JUILLET à partir de 21h30

C'est le public qui décide!

Réservations : 07 38 17 41

publi.com Tél : 04 10 03 91 07 17 34 20